



16ème législature

Question N° : 13894	De Mme Gisèle Lelouis (Rassemblement National - Bouches-du-Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Santé et prévention		Ministère attributaire > Santé et prévention
Rubrique >maladies	Tête d'analyse >Absence de vision de long terme du Gouvernement dans la lutte contre les IST	Analyse > Absence de vision de long terme du Gouvernement dans la lutte contre les IST.
Question publiée au JO le : 19/12/2023 Date de changement d'attribution : 19/03/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Gisèle Lelouis appelle l'attention de M. le ministre de la santé et de la prévention sur la hausse du nombre d'infections sexuellement transmissibles (IST) bactériennes entre 2020 et 2022, comme le révèle un rapport de Santé publique France publié ce mardi 12 décembre 2023. Pourtant, l'enquête publiée par Santé publique France le 18 juillet 2018 alertait déjà sur le même constat, comparant par exemple les chiffres de 2016 à ceux de 2012 : 267 097 cas d'infection à chlamydia en 2016 contre 77 000 en 2012. Les résultats de cette surveillance des médecins généralistes, membres du réseau Sentinelles, sont sans appel : la prévalence des trois IST, chlamydia, gonorrhée, syphilis, sont en hausse en France métropolitaine selon les médecins généralistes. Jusqu'à +91 % pour la gonorrhée ou +110 % pour la syphilis entre 2020 et 2022. Mme la députée déplore que, depuis 2017, il n'y ait pas de vision globale encadrant une véritable politique publique de lutte contre les infections sexuellement transmissibles. Les campagnes de prévention sont souvent courtes et géographiquement inadéquates ; quant aux dépistages, ils sont rares et ne concernent que les volontaires. Le Gouvernement se retrouve donc à proclamer des mesures d'urgence, au dernier moment, comme la gratuité tardive des préservatifs (de mauvaise qualité et donc peu attirants) pour les mineurs et les 18-25 ans en pharmacie (ou sur ordonnance médicale pour les plus âgés). Éducation sexuelle (sans propagande déplacée) dès le début du collège, prévention massive, notamment en Île-de-France et en outre-mer, ou dépistage obligatoire au moins une fois dans la vie seraient des options correspondant à une vision de long terme permettant d'interrompre les chaînes de transmission et de commencer rapidement un traitement. C'est d'ailleurs ce que recommandent les chercheurs et les médecins. Par ailleurs, Mme la députée souhaiterait savoir combien d'étrangers sont porteurs d'IST en France et notamment dans son département des Bouches-du-Rhône et dans sa ville de Marseille. De plus, elle lui demande quel est le plan de long terme du ministère pour lutter contre les IST et si, au moins, les recommandations de l'OMS de juillet 2023 seront suivies.